# Nouvelles locales des lundi 14 et mardi 15 novembre 2011

@rib News, 15/11/2011Ï MÃ©dias / Droits de lâ€™Homme- Les mÃ©dias locaux burundais ont appelÃ© leurs auditeurs Ã manifester depuis leurs vÃ©hicules contre le comportement de la justice burundaise instrumentalisÃ©e par le gouvernement. Selon un communiquÃ© qui a Ã©tÃ© diffusÃ© sur les ondes des radios privÃ©es Ã  Bujumbura, les chauffeurs et les propriÃ©ta des vÃ©hicules de tout le pays Ã©taient appelÃ©s Ã  klaxonner au moins 20 secondes ce mardi Ã  12h 20 minutes. [Rpa/Isanganiro/Rtr/Bonesha]
- Lâ€™appel lancÃ© aux automobilistes par des mÃ©dias privÃ©s burundais pour manifester dans les rues de Bujumbura contr harcÃ¨lement des journalistes et la montÃ©e de la criminalitÃ© dans tout le pays a Ã©tÃ© bien suivi. Selon des tÃ©moins sur place Ã  Bujumbura, surtout Ã  la place de lâ€™indÃ©pendance, malgrÃ© la prÃ©sence des hauts gradÃ©s de la Police, les conducteurs de vÃ©hicules ont klaxonnÃ© pendant plus de 5 minutes. [Rpa]- Selon le prÃ©sident de lâ€™OPB, Innocent Muho lâ€™objectif de la manifestation Ã©tait de dire non aux massacres contre des membres des partis de lâ€™opposition qui sont tu ces derniers jours au Burundi, surtout par les membres des corps de sÃ©curitÃ©. Selon Innocent Muhozi, les mÃ©dias vontÂ se mobiliser pour lutter pour le respect des droits de lâ€™Homme. [Rpa/Rtr/Bonesha]- La deuxiÃ¨me raison de la manifestation lancÃ©e par les mÃ©dias Ã©tait de lutter contre le harcÃ¨lement des journalistes des mÃ©dias privÃ©s de Bujumbura qui est devenu plus quâ€™une rÃ©alitÃ© au Burundi. Selon le prÃ©sident de lâ€™OPB, la libertÃ© dâ€™expressio Burundais est un des acquis que personneÂ  ne pourra jamais effacer dans ce pays. [Rtr/Isanganiro/Rtr]- Le conseil national de sÃ©curitÃ© du Burundi avait demandÃ© vendredi au gouvernement Â«Â dâ€™instruire les instances habilitÃ©s afin des mesures de redressement ou des sanctions soit rapidement prises Ã  lâ€™encontre de certains mÃ©dias ; de certains membres de la sociÃ©tÃ© civile et/ou de certains responsables de ces derniers ayant violÃ© la loi dans lâ€™exercice de leur mÃ©tierÂ Â». [Rtnb]- Cependant, selon le communiquÃ©, il a Ã©tÃ© difficile Ã  ces mÃ©dias privÃ©s et de certains leaders de l sociÃ©tÃ© civile nâ€™ont pas pu garder leur langue sur lâ€™affaire de Gatumba. Â«Â (â€¦), malgrÃ© la retenue observÃ©e du premiers jours, certains mÃ©dias ne se sont pas abstenus de diffuser des commentaires tendancieux relatifs au massacre de Gatumba allant jusquâ€™Ã  faire parler un prÃ©venu, alors quâ€™on est toujours dans la phase prÃ©-juridictionnelle en viol flagrantes des dispositions pertinentes du code pÃ©nal et du code de procÃ©dure pÃ©nalÂ Â», lit â€“on dans un communiquÃ© conseil de sÃ©curitÃ©. [Rtnb/Isanganiro/Bonesha]- Le FORSC dÃ©nonce le principe de deux poids, deux mesures de la part du conseil nationale de la sÃ©curitÃ©. Etant lui aussi dans le collimateur du mÃªme Conseil de sÃ©curitÃ©, le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ du Forum de Renforcement de la SociÃ©tÃ© Civile, Pacifique Nininahazwe,Â se montre inquiet par le fait que le Conseil national de sÃ©curitÃ© de la RÃ©publique du Burundi se contente de faire des menaces contre les mÃ©dias privÃ©s et des leaders de la sociÃ©tÃ© civile burundaise. Selon lui, le Conseil national de sÃ©curitÃ© ne fait pas une dÃ©marcation entre lâ€™opposition et les organisations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise. Le Conseil national de SÃ©curitÃ© a fermÃ© les yeux fa autres crimes commis au Burundi ces derniers jours, surtout les exÃ©cutions extrajudiciaires de membres du parti FNL toujours fidÃ¨les Ã  Agathon Rwasa, et plus rÃ©cemment la mort de deux Ã©tudiants Ã  lâ€™UniversitÃ© du Burundi, tuÃ© lors de la police Ã  la recherche des armes, selon toujours le FORSC. En plus, dÃ©nonce le FORSC, il y a aussi des cas de tueries de membres du MSD, un autre parti de lâ€™opposition membre de lâ€™ADC-Ikibiri, mais qui nâ€™attire pas lâ€™atten Conseil national de sÃ©curitÃ©. Pour le FORSC, Â«Â fermer la RPA, Isanganiro et Bonesha FM sera comme enterrer la dÃ©mocratie au BurundiÂ Â». Le prÃ©sident de lâ€™OPB, Innocent Muhozi a fait savoir que la fermeture des mÃ©dias ou lâ€™amendement des lois qui rÃ©gissent les mÃ©dias privÃ©s, serait un pas en arriÃ¨re, qui risque mÃªme de les pousser Ã  s trouver dâ€™autres moyens dâ€™expressions, ce qui nâ€™honorerait pas le pays. [Rpa/Isanganiro/Bonesha]- Le vice-prÃ©sid parti Frodebu, dÃ©plore de son cÃ´tÃ© que le pays semble faire un pas en arriÃ¨re en ce qui est de la dÃ©mocratie. Lâ€™ancie ministre de la DÃ©fense, ZÃ©non Nicayenzi dÃ©plore que le Conseil national de sÃ©curitÃ© ait tapÃ© Ã  cotÃ© de la plaque e demandant des sanctions contre certains mÃ©dias et des leaders de la sociÃ©tÃ© civile qui ont dit un mot sur lâ€™attaque de Gatumba. [Rpa/Isanganiro]- Le porte-parole du parti prÃ©sidentiel dÃ©ment des rumeurs selon lesquelles certaines radios pourraient Ãªtre fermÃ©es dans les jours qui viennent. Il souligne que câ€™est normal que les journalistes rÃ©pondent devant l justice mais que lâ€™intention de la justiceÂ  nâ€™est pas de mettre en cachot ces journalistes ou certains leaders de la sociÃ© civile burundaise, comme certains le pensent. Selon OnÃ©sime Nduwimana, porte-parole du CNDD-FDD, ceux qui ont rÃ©pandu la rumeur selon laquelle les radios vont Ãªtre fermÃ©es sont ceux qui, une fois au pouvoir, les fermeraient. Selon lui, il nâ€™y a pas dâ€™agenda cachÃ© derriÃ¨re la convocation des journalistes. [Isanganiro]- Le ReprÃ©sentant lÃ©gal de lâ Anglicane du Burundi, Monseigneur Bernard Ntahoturi fait lui aussi un clin dâ€™Å“il au gouvernement et surtout Ã  la justice de ne pas mettre en prison les journalistes ou les leaders de la sociÃ©tÃ© civile burundaise, surtout que leurs convocations se multiplient ces derniers jours. Il souligne que la solution ne se trouve pas dans lâ€™emprisonnement des journalistes ou dans leur intimidation. [Rtr]Ï SÃ©curitÃ©- Un membre du parti MSD vivant au centre urbain de Gitega au centre du Burundi a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© dimanche matin par des agents de la police qui Â lâ€™ont amenÃ© vers un endroit inconnu. Sa femme a soulignÃ© q vÃ©hicule de la police est venu le prendre Ã  la maison avec quelques policiers Ã  son bord. [Rpa]- Le corps de cet homme a Ã©tÃ© retrouvÃ© ce lundi matin dÃ©capitÃ© et la famille de la victime a Ã©tÃ© empÃªchÃ©e de dÃ©terrer le leur pour lâ€™en dignement. Selon la femme de la victime, qui sâ€™exprimait les larmes, le vÃ©hicule qui lâ€™a embarquÃ© depuis son domicil bel et bien celui de la police. Elle sâ€™Ã©tonne que le corps de son mari soit immÃ©diatement enterrÃ© dans des conditions atroces. [Rpa]- Des sources de Gitega, et surtout au quartier Shatanya oÃ¹ vivait ce fidÃ¨le du parti MSD, disent que le vÃ©hicule qui Ã©tait venu le prendre Ã  la maison Ã©tait immatriculÃ© A107 A PN. Des sources bien informÃ©es disent que ce vÃ©hicule appartient au Commissaire de la police en province de Mwaro. Cependant, le propriÃ©taire du vÃ©hicule souligne que le vÃ©hicule Ã©tait dans sa rÃ©sidence quâ€™il nâ€™est sorti que lundi matin. [Rpa]- Le porte-parole de la police Channe Ntarabaganyi a de son cÃ´tÃ© fait savoir que le vÃ©hicule Ã©tait bel et bien celui du commissaire de la police dans la province de Mwaro. Il ajoute nÃ©anmoins que le vÃ©hicule Ã©tait dans le garage lors de ces faits, ce qui montre quâ€™il y a des contradictions autour de la mort de ce citoyen et du vÃ©hicule qui a Ã©tÃ© utilisÃ© par ses bourreaux. [Rpa]- La femme de la victime souligne que son mari est mort sans pour autant avoir du temps pour sâ€™expliquer. Elle ajoute quâ€™elle a Ã©crit une

lettre au gouverneur de la province de Gitega pour avoir lâ€™autorisation de dÃ©terrer son mari et lâ€™enterrer dignement. [Rp
JusticeLes 21 dÃ©tenus sur lâ€™affaire de Gatumba vont comparaitre devant la justice au parquet de Bujumbura ce mercredi
le 16 novembre 2011. Selon le prÃ©sident de lâ€™Aprodh, Pierre Claver Mbonimpa, le dossier sera suivi avec une grande
attention car il y a beaucoup de zones dâ€™ombres. Il appelle aussi les habitants de Gatumba et ceux qui ont besoin de
savoir beaucoup de choses sur cette situation dâ€™assister massivement Ã  ce procÃ¨s au parquet de Bujumbura. [Rpa]- Le
syndicat des magistrats du Burundi a dÃ©cidÃ© de continuer leur mouvement de grÃ¨ve qui vient de passer plus de 28 jours.
Selon le prÃ©sident de ce syndicat, Jean Claude Kabera, les magistrats ne sont pas satisfaits par le comportement du
ministre de tutelle qui ne veut pas rÃ©soudre ce problÃ¨me. Il annonce que si jamais le gouvernement ne se dÃ©cide pas Ã
rÃ©pondre aux questions des magistrats, la grÃ¨ve va continuer indÃ©finiment. [Rtr/Bonesha]- Le prÃ©sident de la Symabu
appelle les membres du syndicat quâ€™il dirige de faire une attention particuliÃ¨re pour lutter contre toute forme de division
des magistrats initiÃ©e actuellement par certains officiels de lâ€™Etat, pour essayer de diviser pour rÃ©gner. [Rtr]Ï Education-
Les dÃ©putÃ©s ont votÃ© Ã  lâ€™unanimitÃ© le projet de loi portant rÃ©organisation de lâ€™enseignement supÃ©rieur au Bu
ministre de lâ€™enseignement supÃ©rieur, lâ€™assemblÃ©e nationale a votÃ© en faveur du systÃ¨me LMD, câ€™est-Ã -dire,
Maitrise Doctorat. [Rtnb]Ï Economie- La vice-prÃ©sidente de lâ€™OAG Gertrude Kazoviyo se montre inquiÃ¨te par le
comportement du pouvoir de harceler les mÃ©dias et la sociÃ©tÃ© civile burundaise alors quâ€™il est en train dâ€™Ã©laborer
budget pour lâ€™annÃ©e prochaine. Selon lâ€™OAG le gouvernement en tant que dÃ©ficitaire devrait plutÃ´t respecter les dro
lâ€™Homme pour attire les faveurs desÂ  bailleurs qui aident le pays Ã  se relever aprÃ¨s tant dâ€™annÃ©es dans des conflits
politique. [Rtr]